

Cuba

Un processus avancé de restauration capitaliste

Le 1^{er} août, le président Raoul Castro a annoncé « des décisions importantes, qui constitueront un changement structurel et conceptuel ». Le 8 septembre, Fidel Castro, officiellement en retraite, l'a appuyé en affirmant : « le modèle cubain ne fonctionne plus ». Le 14 septembre, la direction de la confédération syndicale CTC a annoncé –et justifié– la suppression de 500 000 emplois publics.

La bureaucratie cubaine semble donc décidée à procéder à la restauration du capitalisme, à la suite des bureaucraties stalinienne de l'ex-RDA, de l'ex-URSS, de la Chine et du Vietnam.

Révolution Socialiste pense utile de faire connaître cette contribution d'Antonio Bórmida, du PRS d'Argentine. Bien qu'antérieure, elle permet d'en comprendre l'origine et d'en mesurer la portée historique. Elle trace aussi l'alternative, celle d'une révolution politique de la classe ouvrière qui chasserait le bureaucratie du pouvoir.

Depuis l'accession de Raoul Castro à la présidence de Cuba en remplacement de Fidel (dans l'incapacité d'exercer du fait de son état de santé et de son âge avancé), une série de réformes économiques et politiques ont été annoncées qui donnent lieu à diverses interrogations.

La révolution cubaine de 1959 a marqué la situation latino-américaine de la seconde moitié du siècle dernier, et a engendré des polémiques et des clivages. Autant par l'admiration durable que suscite la figure de Che Guevara, que par l'appréciation que les différentes organisations de gauche ont du caractère « socialiste » de Cuba. L'évolution de l'île des Antilles est suivie avec attention, surtout par les secteurs les plus politisés de la jeunesse, mais aussi d'une façon différente, par des secteurs de l'avant-garde ouvrière sur lesquels Cuba exerce une influence. C'est pourquoi nous essaierons de développer notre vision des processus qui sont en train de s'y dérouler.

La révolution de 1959 signifia la transformation de Cuba d'une île semi-coloniale pourvoyeuse de sucre et de tabac, paradis de vacances et lieu de prostitution, exploitée par l'impérialisme yankee, en une nation indépendante. En peu d'années, l'expropriation de l'impérialisme et de la bourgeoisie cubaine permit que l'analphabétisme, le chômage et la mortalité infantile, tombassent brusquement aux niveaux les plus bas de l'Amérique Latine.

Le courant international d'où nous provenons avait caractérisé Cuba comme un « État ouvrier bureaucratique », puisque, parallèlement à l'expropriation de la bourgeoisie (ce qui constituait un pas vers la transformation socialiste de l'économie), s'exerçait un contrôle de fer sur les travailleurs placés sous la coupe à la fois du PC et de l'armée, sans aucune démocratie de base.



Peu de temps après avoir pris le pouvoir, la direction petite-bourgeoise (Fidel Castro était issu de l'aile gauche d'un parti bourgeois, le Parti Orthodoxe) sous la houlette de Fidel Castro, se subordonna à l'URSS, des subsides de laquelle dépendait l'économie cubaine. Cela démontre deux choses : premièrement qu'il est impossible d'avancer vers le socialisme en limitant la révolution à un seul pays, et encore moins à une petite île. Deuxièmement, que, sans l'existence de l'URSS, les directions petites-bourgeoises n'auraient jamais osé exproprier la bourgeoisie.

Pour cette raison, quand à la fin des années 1970 s'approfondit la crise en URSS et s'amorça lentement le processus de restauration en Chine, la direction cubaine conseilla au Front Sandiniste nicaraguayen, qui en 1979 avait renversé la dictature de Somoza par la voie révolutionnaire, de ne pas créer un nouveau Cuba, de ne pas exproprier la bourgeoisie, mais de s'orienter vers une économie mixte, c'est-à-dire une économie capitaliste avec des secteurs étatisés ou avec une intervention étatique. C'était la conclusion politique que tirait la bureaucratie castriste des processus qui s'étaient opérés au niveau international et qui anticipait la voie qu'elle allait adopter à Cuba même. Fidel Castro ne fut jamais un révolutionnaire socialiste et internationaliste, et

c'est pour cela qu'au lieu d'opter pour approfondir et étendre la révolution, en profitant de la montée révolutionnaire qui à cette époque embrasait divers pays d'Amérique centrale, ils'orienta vers la restauration capitaliste, suivant l'exemple du « modèle chinois ».

LES AVANÇÉES DE LA RESTAURATION

Déjà en 1979 était créée la CIMEX, première société anonyme située dans l'île pour faciliter les exportations et importations, elle sera suivie par d'autres entreprises indépendantes avec des capitaux nationaux, qui s'intéresseront non plus seulement à l'import-export mais aussi aux investissements immobiliers dans des sociétés avec des capitaux étrangers. En 1980 le gouvernement cubain autorisa la formation de marchés agricoles libres, dans lesquels les paysans pourraient vendre leurs excédents selon les lois de l'offre et de la demande. En 1981 il autorisa aussi le travail autonome (« à leur compte ») pour les artisans, commerçants et professions libérales.

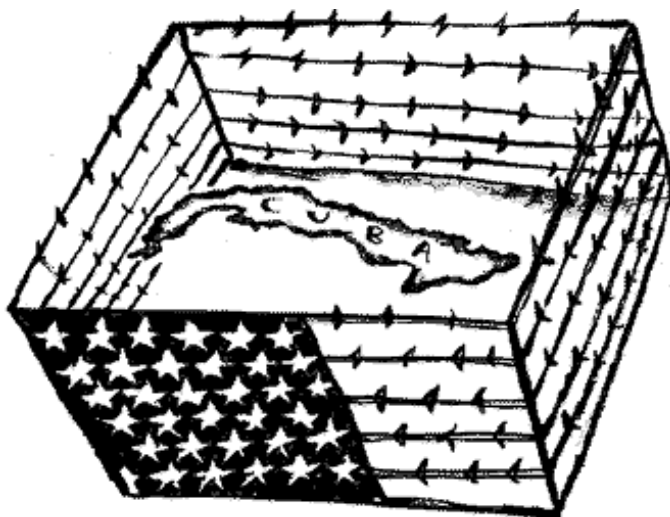
De même, au début des années 1980, l'État leva les restrictions à la construction de logements, à leur vente et leur location, ce qui eut pour conséquence qu'entre les années 1980 et 1985, deux tiers des logements construits furent privés. Ces premières concessions pro capitalistes faisaient cependant, partie d'un plan plus général.

Comme l'expliquait lui-même le ministre des Affaires étrangères cubain de l'époque, la direction castriste s'orientait vers la restauration capitaliste :

Au milieu des années 80, bien avant qu'on ne parle de pérestroïka par laquelle l'Union Soviétique a disparu, les cubains comprirent que leur système économique... avait des faiblesses qu'il fallait résoudre... à cette époque, notre gouvernement avait déjà mis en place des lois qui autorisaient les investissements et l'association avec les capitaux étrangers qui nous étaient nécessaires pour aller de pair avec le nouveau monde qui se construisait. C'était encore très tôt pour beaucoup mais Cuba commençait à donner des signes de fatigue et à faire preuve de changements de mentalité économique... Ensuite, vint une étape supérieure, qui nécessita le débat et l'approbation au Parlement de modifications à la Constitution de la République... des réformes pour l'établissement de différentes formes de propriété, pour l'activité du capital étranger virent le jour... Des mesures comme la création d'unités de base de production agricole coopérative par la remise d'une partie importante de la propriété d'État et de ses bénéfices entre les mains des producteurs... À Cuba, on est en train de procéder à une ouverture économique avec toute garantie pour les investisseurs étrangers... Cette ouverture est stratégique et va s'amplifier et s'approfondir chaque jour davanta-

ge... Mitsubishi, Castrol, Unilever, Sherrit Gordon, Grupo Sol, Total, Melia Hotels, Domos, ING Bank, Rolex, DHL, Lloyd's, Cannon, Bayer, sont synonymes de succès dans l'univers des affaires et ils sont à Cuba ! Certaines de ces firmes comptent parmi les capitaux les plus forts du monde, et elles nous ont fait confiance ! (Roberto Robaina, Granma Internacional, 16 novembre 1994)

Effectivement, le décret-loi 50 *Sur l'association économique entre entités cubaines et étrangères*, qui avait comme objectif de commencer à ouvrir l'économie cubaine aux investissements étrangers, date de 1982, bien que son application n'ait commencé qu'en 1988. Pourquoi ? C'est que les concessions procapitalistes que l'on commença à accorder à partir du début des années 1980 donnèrent naissance à un couche petite-bourgeoise qui se développa trop rapidement et de manière indépendante de



l'appareil bureaucratique. C'est au profit de ce dernier que, très vite, Fidel Castro mit en place des restrictions au développement de l'activité privée et au marché, restrictions qui se durciront en 1986, avec le « processus de rectification », mais qui seront levées à partir de 1994. Les avancées et reculs de cette politique de réformes procapitalistes (de plus ou moins grande ouverture) étaient déterminés par le cours de la crise économique d'un côté et de l'autre

par la nécessité pour la bureaucratie castriste de contrôler le rythme du processus restaurateur, de telle sorte que son développement ne brise pas le contrôle du PCC sur l'appareil d'État. En même temps, la bureaucratie aspire à se constituer comme le noyau fondamental de la nouvelle bourgeoisie cubaine.

Mais il est évident que la marche (quel que soit son rythme) vers la restauration capitaliste fut décidée, non pas aujourd'hui avec l'arrivée de Raoul Castro, mais il y a bien longtemps, quand le commandement était assuré d'une main de fer par Fidel.

Déjà, à partir de 1988, on avait commencé à appliquer le décret-loi 50, mais, jusqu'en 1991, les seuls investissements étrangers autorisés concernaient le tourisme. Par la suite les investissements impérialistes effectuèrent un saut qualitatif et s'étendirent à d'autres secteurs clés de l'économie, surtout à partir de 1995, accentuant la semi-colonisation de Cuba. Au préalable, pour offrir toutes les garanties aux capitaux étrangers, il fallut opérer des changements dans le système législatif. En juillet 1992, fut approuvée une importante réforme constitutionnelle qui autorisait le rétablissement de la propriété pri-

vée sur certains moyens de production et la suppression du monopole d'État sur le commerce extérieur.

Cette dernière permit la privatisation des entreprises d'État (pour une large part sous l'administration des forces armées) et leur autonomie de gestion, et fit qu'à partir de ce moment, elles purent négocier librement et directement sur le marché mondial et conclure des accords avec des investisseurs privés.

En 1993, on accepta que s'établissent des succursales de banques étrangères pour élargir l'éventail des services financiers à l'investissement étranger qui opérait dans le pays. Durant une conférence (juin 1994) qui réunit 800 entrepreneurs de 46 pays sous la devise (en anglais) *Cuba Open for Business (Cuba : ouverte aux affaires)*, le ministre de l'Économie d'alors (l'actuel vice-président) Carlos Lage affirma que les entreprises privées « *étaient actuellement implantées dans 26 secteurs de l'économie cubaine, parmi lesquels le tourisme, les télécommunications, le pétrole et le nickel* ». Après avoir annoncé qu'étaient sérieusement envisagées diverses propositions pour l'investissement dans le sucre et les biens immobiliers, il déclara : « *Désormais, aucun secteur productif ne sera fermé à l'investissement* ».

Pour sa part, le ministre Ernesto Melendez, annonçait une nouvelle loi de l'investissement étranger (loi 77) qui donnait « *plus de garanties et d'avantages* ». Désormais, le capital étranger pourrait avoir une participation majoritaire dans les entreprises, comme par exemple la Western Mining Co, qui détenait 65 % de l'entreprise qui exploitait le nickel.

La loi 77 permettait aux entreprises constituées partiellement ou totalement avec du capital étranger « *d'exporter leurs productions directement, et d'importer, aussi directement, ce qui leur est nécessaire* ». Cela signifiait de fait la fin du monopole d'État sur le commerce extérieur.

Cette loi fut complétée en 1996 par l'adoption du décret-loi 165 des zones franches et parcs industriels, qui concédait « *un régime spécial en matière de douanes, de change, de fiscalité, de travail, de migration, d'ordre public, d'investissement de capital et de commerce extérieur et auxquelles pourraient participer les investisseurs étrangers...* » dans les trois zones franches qui se créèrent à Cuba.

À la fin de 1999, sur l'ensemble des entreprises qui faisaient des affaires à Cuba, 52 % provenaient de l'Union européenne, principalement d'Espagne d'Italie, de France, des Pays-Bas et d'Allemagne. Il y avait également une forte présence du Canada, avec 19 % du total, centré sur le pétrole, les mines et le tourisme tandis que l'Amérique latine détenait 18 % avec notamment le Mexique, le Chili, l'Argentine et le Venezuela, entre autres.

Durant l'année 2002, on comptabilisa 403 co-entreprises avec des capitaux étrangers, mais, fin 2005, elles étaient tombées à 258, après une réorganisation de l'investissement étranger en provenance de la Chine et du Venezuela, qui conduisit des dizaines de petits et moyens entrepreneurs à se retirer du pays. Malgré cela, la ministre de l'Investissement étranger, Marta Lomas, annonça un chiffre record de recettes directes dans le secteur, 981 millions de dollars US en 2006, soit 22 %

de plus que pour l'exercice précédent. Selon la même source, « *Cuba cherche à augmenter la présence des investisseurs étrangers dans des secteurs stratégiques pour le développement de l'économie locale* » (*Clarín*, 4 juillet 2007).

Par ailleurs, à la campagne, les coopératives privées créées en 1993 sont aujourd'hui plus de 1 500. Avec 100 000 paysans, elles possèdent la moitié des terres cultivables et fournissent près de 60 % de la production agricole.

DIFFÉRENCIATION SOCIALE

Sur une population active de près de 5 millions de personnes, 200 000 sont liées au secteur de l'investissement étranger. La situation de ces travailleurs est « privilégiée », puisqu'ils sont payés jusqu'à 700 pesos cubains, alors que le salaire moyen dans le secteur d'État est de 400 pesos. Avant d'être recrutés par les agences de l'État pour les entreprises étrangères, les travailleurs sont soumis à une enquête politique pour s'assurer que celui qui va être embauché est bien « révolutionnaire », c'est pour cela que sont favorisés les militants du parti, de la jeunesse communiste et les travailleurs « reconnus socialement méritants ». Malgré tout, dans ces entreprises, on ne peut constituer de syndicats et encore moins faire grève.

Dans le domaine de l'État, les forces armées (FAR) administrent quelques 844 entreprises (tourisme, agriculture, industrie et télécommunications), soit 30 % seulement du total, mais qui représentent près des 2/3 de l'économie.

À la fin des années 1980 et au début des années 1990, au sein des entreprises contrôlées par les FAR, fut mené à bien, sous l'impulsion de Raul Castro (alors ministre de la Défense) le « perfectionnement des entreprises d'État », afin d'augmenter la productivité du travail, et de supprimer le personnel « excédentaire », lequel s'en alla grossir les rangs de ceux qui travaillent pour leur propre compte.

Le Code du travail cubain qui régit le secteur public reconnaît une seule centrale syndicale, la Centrale des travailleurs de Cuba (CTC), contrôlée par l'État et le Parti communiste, lequel désigne ses dirigeants, et dont 95 % sont membres du Parti ou de l'Union des jeunes communistes. Les syndicats indépendants sont interdits et il n'y a pas non plus de droit de grève.

L'augmentation du prix des produits de première nécessité a aggravé la différenciation sociale existant dans l'île, laquelle s'est encore accentuée depuis la mise en place de la « période spéciale » en 1993. Une enquête réalisée par Armando Nova (de l'Université de La Havane) publiée au début de 2007, indiquait qu'une famille type, avait besoin d'environ 1 319 pesos cubains par mois pour couvrir ses besoins alors que le salaire moyen était de 408 pesos. Une autre étude, réalisée par Vidal, démontre que le salaire moyen de 2006 représente à peine 24 % de celui de 1989.

Chronologie

1952 : coup d'Etat de Batista qui suspend la constitution et installe un régime corrompu et dictatorial.

1956 : Fidel Castro, chef du M26J, débarque avec 80 hommes, dont le médecin argentin Ernesto Che Guevara, et lancent un mouvement de guérilla.

1959 : les rebelles entrent dans la Havane. Castro forme un gouvernement de coalition avec la bourgeoisie anti-Batista.

1960 : les Etats-Unis rompent leurs relations diplomatiques, interdisent les exportations vers Cuba et accueillent les contre-révolutionnaires. Cuba établit des relations diplomatiques et commerciales avec l'URSS.

1961 : échec d'une tentative de débarquement d'opposants cubains soutenus par les Américains à la Baie des Cochons. Fidel Castro proclame le caractère socialiste de la révolution.

1962 : « Crise des missiles » après l'installation de fusées soviétiques dans l'île.

1965 : le M26J castriste et le PSP stalinien forment un parti unique qui prend le nom de Parti communiste cubain. Guevara quitte le gouvernement et l'île.

1967 : Guevara, qui participe à une guérilla en Bolivie est fait prisonnier et exécuté sur l'ordre du gouvernement américain.

1975 : envoi de troupes en Angola, pour aider le gouvernement aux prises avec une guérilla soutenue par l'Afrique du Sud, et en Ethiopie.

1989 : le colonel Ochoa, héros de la révolution et de la guerre d'Angola, est exécuté.

1991 : l'URSS, principal partenaire commercial de l'île, disparaît

1993 : le régime introduit plusieurs réformes en faveur de l'initiative privée et légalise l'utilisation du dollar.

1995 : autorisation de la création d'entreprises aux capitaux à 50 % étrangers.

1998 : visite du pape Wojtyła (Jean-Paul II).

1999 : l'accession de Hugo Chavez au pouvoir à Caracas permet à Cuba de bénéficier d'approvisionnements en pétrole dans des conditions très favorables. En échange, Cuba envoie 20 000 médecins au Venezuela.

2008 : Fidel Castro renonce à sa charge de Président du Conseil d'Etat et de Commandant en chef. Son frère Raul est désigné par l'Assemblée nationale comme nouveau Président. Le gouvernement décrète la fin de l'égalitarisme salarial.

2010 : Fidel Castro déclare que le modèle cubain ne marche plus.

Selon l'économiste cubain Angel Ferriol, dans les villes, la population en situation de pauvreté tourne autour de 20 %. Par ailleurs, Haroldo Dilla Alfonso pense que le résultat le plus notable du processus d'ouverture et de réforme économique a été l'apparition d'un nouveau bloc social dans lequel il est possible de distinguer trois composantes fondamentales : une première composante est constituée par la couche d'entrepreneurs et de managers cubains qui partagent le mode de vie des managers et entrepreneurs étrangers, éloignée du reste du peuple cubain.

La seconde composante concerne les dirigeants des entreprises d'État, qui ont des liens directs avec le marché mondial, et qui se sont transformés en un nouveau patronat national dont la préoccupation de chaque membre est d'augmenter les gains de son entreprise. La troisième composante regroupe les paysans aisés, les intermédiaires commerciaux, les fournisseurs de services, etc., qui ont amassé de fortes sommes d'argent et d'autres biens grâce à la spéculation sur le marché noir et qui les ont ensuite blanchi grâce à la libéralisation des marchés agricoles et des produits industriels ou à la réhabilitation du travail pour son propre compte.

Il n'est pas difficile de découvrir que ces trois groupes émergents -particulièrement les deux premiers- proviennent de la bureaucratie traditionnelle (civile ou militaire) et de leurs familles, auxquels se sont agrégés de jeunes technocrates aspirés par les politiques économiques en cours. Dans le troisième groupe, on peut voir clairement les connexions entre les affaires privées les plus prospères (restaurants et location de logements pour touristes) et les hauts fonctionnaires déjà retraités ou leurs proches, puisque ces activités requièrent des demeures confortables et situées dans des lieux centraux, comme celles qui dans les années précédant la crise avaient été adjugées par l'État à ce type de fonctionnaires. (Dilla Alfonso, Cuba: el rumbo de una transición incierta, 1998)

BUREAUCRATIE, RESTAURATION CAPITALISTE ET PROGRAMME RÉVOLUTIONNAIRE.

En d'autres termes, c'est la bureaucratie politique et militaire qui contrôle l'appareil d'État et qui conduit de manière mesurée le processus de restauration du capitalisme à Cuba, processus qui a débuté il y a longtemps, sous le mandat de Fidel Castro, et qui s'est approfondi dans les années 1990, après la faillite de l'URSS.

On peut déduire de manière irréfutable de la description ci-dessus, que l'économie cubaine n'est déjà plus basée sur la planification de la production, la propriété étatisée et le monopole du commerce extérieur. Il ne s'agit pas de petites concessions de l'« État ouvrier » au capital, mais bien d'un processus avancé de restauration et de semi colonisation impérialiste. De plus, depuis la révolution, l'État cubain a toujours été entre les mains du parti et de l'armée, contrôlé par les frères Castro et par une couche bureaucratique réduite. Il n'y a pas et il n'y a jamais eu

d'organisme démocratique de la classe ouvrière pour contrôler le pouvoir de l'État.

Si nous caractérisions Cuba comme un État ouvrier, malgré son régime bureaucratique, c'était du fait du caractère ouvrier transitoire de son économie, qui pouvait lui permettre, avec une direction réellement socialiste révolutionnaire et dans une phase ascendante du processus révolutionnaire international, d'avancer vers le socialisme.

De ce point de vue, aujourd'hui Cuba ne peut plus être considéré comme un « État ouvrier », ni par son économie ni par son régime politico-étatique.

C'est pourquoi Cuba devrait être caractérisé comme un État capitaliste « normal » identique à n'importe quel autre État capitaliste, dans lequel il y a des limitations étatiques au développement de la propriété privée (du type de ceux que nous appelons « capitalisme d'État ») si nous isolons sa situation actuelle de son développement historique, c'est à dire si nous considérons sa « photographie » actuelle, sans considérer le processus dont il est issu. Cependant, ces deux critères sont fondamentaux pour déterminer un programme révolutionnaire correct pour Cuba.

La restauration capitaliste à Cuba a beaucoup progressé mais elle n'est pas encore achevée. L'appareil d'État aux mains de la bureaucratie petite-bourgeoise du PC et des forces armées, contrôle et dose le développement du capital et de la propriété privée, pour favoriser l'apparition d'une bourgeoisie nationale à partir de leurs propres rangs. Mais la bureaucratie n'a pas encore réussi à se stabiliser comme bourgeoisie, ses privilèges dépendent encore pour l'essentiel du contrôle de l'appareil d'État et non de la propriété privée des moyens de production. Pour garantir que cette transformation se fasse à son profit et non pas au profit de secteurs bourgeois qui ont une plus grande accumulation de capital, comme la bourgeoisie cubaine exilée à Miami, il lui faut maintenir un régime « bonapartiste » de parti unique. Mais si la bureaucratie maintient également un contrôle de fer sur la classe ouvrière, empêchant son organisation indépendante, c'est aussi parce qu'elle craint que surgissent des courants ouvriers qui s'opposent à la restauration.

Dans ce sens, tant que la restauration n'est pas consolidée, le programme des socialistes révolutionnaires ne peut pas être celui de la « démocratisation » de Cuba, comme le prétend, par exemple, la LIT [Ligue internatio-

nale des travailleurs-Quatrième internationale, représentée en France par le GSI, NdT], qui est le programme de l'impérialisme, mais au contraire celui de la démocratie syndicale et des libertés politiques pour la classe ouvrière, pour la création de conseils ouvriers de base pour administrer les entreprises d'État et pour le contrôle ouvrier sur les entreprises étrangères, pour la remise en place du monopole du commerce extérieur, pour des fermes collectives d'État pour la campagne, pour la formation de comités de soldats qui élisent les officiers et pour l'armement général de la classe ouvrière. Pour une révolution ouvrière et socialiste qui renverse la camarilla bureaucratique du PC, des FAR, le Conseil d'État et « l'Assemblée nationale de pouvoir populaire », établisse un gouvernement ouvrier basé sur un conseil général d'ouvriers de l'industrie et de la campagne.

[traduction par le GB d'un article de *La Causa Obrera* n° 50, juillet 2008, publié par le Partido de la Revolución Socialista, Parti de la Révolution Socialiste ; la chronologie est de la rédaction de *RS*]

RÉVOLUTION SOCIALISTE

organe du Groupe bolchevik
pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire,
de l'Internationale ouvrière révolutionnaire
[Collectif révolution permanente]

Pour prendre contact avec le Groupe bolchevik :

**Re-So / AGECA service BP /
177 rue de Charonne / F-75011 PARIS**

Site du CRP Pérou :

luchamarxista.blogspot.com

Site du GKK Autriche :

www.klassenkampf.net

Adresse de SF Grande-Bretagne :

Socialist_Fight@yahoo.co.uk

Site du GB :

revolution-socialiste.info

RS33.04

ISSN : 1634-4006

Directrice de la publication : ML Herblot



Abonnement à Révolution Socialiste

10 euros pour 5 numéros en France / 15 euros en Europe, en Guadeloupe, en Martinique / 20 euros ailleurs
par timbres ou par chèque à l'ordre de Re-So

Découper ou copier, remplir et envoyer à :

Re-So / AGECA service BP / 177 rue de Charonne / F-75011 PARIS

Mme Mr NOM Prénom.....

Adresse.....

Code postal..... Localité..... Pays.....

Adresse électronique@.....